

**12 mars 2001**

## L'état de la mobilisation contre la ZLÉA **Lutte démocratique ou lutte sociale ?** **Réforme ou rupture ?**



Les grandes orientations contre la ZLÉA cohabitent malaisément sur deux voies parallèles à deux vitesses différentes :

- La première, démocratique, réclame transparence, publication des textes, débat dans les assemblées élues, droit de manifester – y compris le droit au logement – sans entraves indues et,
  - pour sa pointe la plus radicale, un référendum.
- La deuxième, sociale, réclame la réforme de la ZLÉA par la prise en compte des droits sociaux et environnementaux sous forme de clauses ou de soumission à des chartes et,
  - pour sa pointe anti-capitaliste, sur la base du rejet de la ZLÉA, les revendications de Porto Alegre (annulation de la dette extérieure du tiers monde, abolition des paradis fiscaux, taxe sur les transactions financières), le réinvestissement massif dans les politiques sociales et environnementales, une augmentation importante du salaire minimum et de l'aide sociale.

L'actuel débat est marqué par plus de 50 ans de propagande pour la *démocratie*. Le discours de la *liberté* a d'abord bien servi le capitalisme keynésien contre les régimes staliniens et néo-staliniens, qualifiés de *communistes*. Puis il sert maintenant à voiler *la course vers le fond du baril* (« *the race to the bottom* ») du capitalisme néolibéral qualifié de règne de la *liberté*... des marchés – en oubliant qu'ils sont dominés par une poignée de transnationales en fusion constante – supposément garant de la démocratie.

Il ne faut donc pas se surprendre que la voie démocratique contre la ZLÉA soit une autoroute par rapport au chemin de gravier de la voie sociale. Pourtant si l'opinion publique est façonnée à la mode démocratique, les revendications réellement existantes des mouvements ouvrier et populaire sont surtout sociales. Le peuple en lutte s'oriente en effet spontanément vers des revendications socio-économiques, complétées de demandes de renforcement de la démocratie à la base.

Pourquoi le peuple n'enlène-t-il pas spontanément des demandes de réformes démocratiques radicales qui faciliteraient l'émergence d'un pouvoir populaire ? La défaite stratégique de la lutte pour le socialisme au XX<sup>ie</sup>, combinée au Québec à l'absence de tradition politique de gauche, empêche ce niveau de conscience. Ajoutons la propagande néolibérale de la *pensée unique* qui dévalorise la possibilité d'efficacité de la lutte politique. Mais sans l'effet structurel des deux premiers facteurs, cette propagande n'aurait pas beaucoup d'effet.

Le résultat net en est un double obstacle à la participation massive du peuple québécois à la lutte contre la ZLÉA. D'une part le lien n'est pas évident entre les revendications démocratiques posées médiatiquement et ses propres revendications sociales. D'autre part le réflexe de poser des revendications démocratiques radicales n'existe pas. Comment résoudre cette contradiction ?

### **Une intense éducation anti-ZLÉA pour revendiquer quoi?**

Le mouvement anti-ZLÉA a compris qu'il fallait faire une intense éducation pour faire le lien entre revendications sociales et le contenu de la ZLÉA. Les premiers à le faire furent les groupes libertaires et non-violent radical puis les coalitions régionales, surtout celle de Québec, et finalement sur le tard certaines composantes syndicales du RQIC. Cette démarche d'éducation a nécessité une analyse critique de la ZLÉA. Or une critique sérieuse du contenu et de l'historique de la ZLÉA, par exemple celle de Maude Barlow du Conseil des Canadiens, ou de ses effets, par exemple celle d'Anna Kruzynski et de Shantala Langevin du comité femmes SALAMI, ne peut que conduire à un rejet de la ZLÉA.

Pourtant peu de groupes anti-ZLÉA au Québec ont abouti à proposer le rejet de la ZLÉA contrairement, par exemple, au Comité de mobilisation en Argentine contre la ZLÉA dont le mot d'ordre est « Non à la ZLÉA ». Certes, on peut expliquer cette irrationalité par la pression de la haute direction du RQIC, en particulier les hautes directions syndicales, qui défendent une orientation de réforme de la ZLÉA. Le but pragmatique de la haute direction du RQIC est en effet d'être admis dans le saint des saints de la concertation officielle au même titre que le Forum des gens d'affaires des Amériques. Il leur faut donc penser positif !

Leur proposition des clauses sociales et environnementales étant cependant logiquement indéfendable, en plus d'être abstraite et à géométrie variable, n'est pas ou peu propagée par le RQIC et ses composantes. Or, comme la nature, la politique a horreur du vide. Le vide aurait tôt fait d'être rempli par le « Non à la ZLÉA ». L'accusation facile de négativisme ne tient pas la route. Au contraire, le rejet du carcan de *la pensée unique* ouvre la porte aux alternatives refoulées qui peuvent alors surgir. Pas plus d'ailleurs que l'accusation de non-respect des

partenaires. Le respect c'est comme le tango, il faut que ça soit réciproque et non que ça soit basé sur la soumission du faible aux idées du fort. Sans compter que c'est du débat sur la base de positions claires que surgit la meilleure solution. Il est vrai, cependant, que le gauchisme présent au sein de la sous-composante libertaire des anticapitalistes donne du crédit à ces deux accusations provenant de la composante réformiste.

Pour combler le vide la haute direction du RQIC a donc laissé toute la place aux revendications démocratiques modérées. D'ailleurs elle ne les a pas tant propagées elle-même que laisser propager avec fort écho médiatique à l'avenant. Les gouvernements n'ont d'ailleurs pas manqué d'alimenter cette parade en multipliant les mesures antidémocratiques même si ces mesures relèvent davantage de l'anti-démocratie inhérent au processus de libre-échange, très impopulaire, que d'une volonté consciente d'aider leurs anciens *partenaires* frustrés des Sommets socio-économiques d'antan. Reste que les intérêts des uns et des autres se rencontrent sur le terrain de la démocratie modérée.

### **Les demandes démocratiques porteuses des revendications sociales**

L'erreur du camp anticapitaliste serait d'insister tant sur les revendications sociales au point de donner l'impression d'être indifférent aux revendications démocratiques. En effet, le camp anticapitaliste ne souhaite-il pas la transmutation des revendications sociales en revendications démocratiques qui ouvrent la porte au pouvoir populaire ? Ne s'agit-il pas d'utiliser la popularité des exigences démocratiques pour poser les revendications sociales provenant de la base mais quasi ignorées par les monopoles médiatiques ? D'aboutir ainsi à un démocratisme radical dont la dynamique soit anti-capitaliste ?

Le danger de donner la priorité aux actuelles demandes démocratiques modérées est justement que loin de déboucher sur une dynamique de rupture anticapitaliste, elles risquent d'aboutir dans un cul-de-sac. Par exemple, il y a une probabilité importante que les documents en discussion au Sommet des Amériques soient finalement publiés. On y apprendra ce que l'on sait déjà dans les grandes lignes. Ce sera une victoire creuse genre défoncer des portes ouvertes. Et à force d'avoir popularisé cette revendication comme demande principale il sera difficile en peu de temps d'en populariser une autre tout en faisant semblant qu'on n'était pas au courant auparavant. Si jamais, par contre, on ne gagne pas une demande aussi banale, le mouvement antinéo-libéral en sortira affaibli.

Autre exemple. Si on met l'emphasis sur la nécessité de faire adopter tout éventuel accord de libre-échange par les assemblées élues on risque de fortes déceptions. Ce serait en effet une victoire à la Pyrrhus. Croit-on vraiment que ces assemblées qui ont estampillé toutes les politiques néolibérales qu'on leur a

demandé vont se rebeller ? Au mieux, elles imposeront quelques réformes sans impact majeur si la pression populaire sur elles est assez forte. Ce serait payer cher pour créer un mince espace démocratique.

Par contre, il est possible de démultiplier la force des demandes anticapitalistes en les faisant porter par ces populaires demandes démocratiques et tout en les radicalisant :

- Une preuve supplémentaire que la ZLÉA est inacceptable et doit être rejetée n'est-elle pas dans la non-transparence de tout le processus du Sommet des Amériques ? Aux gouvernements de prouver le contraire en publiant les documents de discussion !
- Les gouvernements nous présentent le Sommet des Amériques, dont la ZLÉA ne serait qu'un élément, comme un projet de société des Amériques gage de démocratie, de développement durable et d'égalité sociale. Rien de moins. Cela est au moins aussi important que des changements constitutionnels ou qu'un nouveau pays pour lesquels Ottawa et Québec ont fait des référendums. Qu'on soumette alors cette merveille à un référendum !

Même les entraves au droit de manifester peuvent être retournées comme un gant :

- Le gouvernement fédéral laisse entendre qu'il faudrait introduire des clauses sociales et environnementales dans la ZLÉA. Il laisse même entrevoir que le chapitre 11 de l'ALÉNA va peut-être trop loin. Le gouvernement du Québec se plaint de ne pas pouvoir prendre officiellement la parole. C'est sans doute pour critiquer la ZLÉA sinon pourquoi tant insister. Qu'on nous héberge dans les lieux publics pour manifester à l'intérieur des murs notre appui à nos courageux gouvernements allant à contre-courant !

### **Forces et faiblesses de la composante anticapitaliste**

Le débat sur les grandes orientations n'est pas sans lien avec le débat sur les plans d'action et sur les tactiques.

La composante réformiste met l'emphase sur un débat et une mobilisation contrôlée de type traditionnel. Tenir un Sommet des peuples à accès limité ; faire une campagne pour la publications des documents ; organiser, après hésitation, une grande manifestation mais avec un objectif restreint de 10 à 15 000 personnes ; défilé avec pancartes faites en série.

La pression de la composante anticapitaliste et celle de la composante antinéolibérale radicale, cependant, ont obligé le RQIC à d'abord mettre sur pied une Table de convergence pour coordonner les activités publiques dont surtout la grande manifestation du 21 avril. Le RQIC a même failli y être débordé ce qui l'a obligé à quitter la Table tout en intégrant en son sein certaines de ses organisations qui cependant n'ont pas quitté la Table. Il leur a fallu ensuite

multiplier les activités publiques dont le *teach-in* du 20 avril. Finalement, ce *teach-in* se fera sous le mot d'ordre « *Non à la ZLÉA !, D'autres Amériques sont possibles !* ».

Ces concessions marquent à la fois un acquis dû aux pressions du courant anticapitaliste et une tactique de confinement dans une activité secondaire par rapport au Sommet des peuples proprement dit, qui seul a le pouvoir d'amender la plate-forme « *Des alternatives pour les Amériques* » ; et par rapport à la grande manifestation du 21 avril qui sera la baromètre de l'état de la mobilisation contre la ZLÉA indépendamment des préférences sensationnalistes des monopoles médiatiques à la recherche de *violence*.

De son côté, les courants anticapitaliste et antinéo-libéral radical organisent leurs propres activités parallèles à l'officiel Sommet des peuples. La Table de convergence organisera un *Périmètre de la solidarité* du 16 au 20 avril. De son côté, les libertaires organisent une *journée d'action* le 20 avril. Malheureusement, le sectarisme anti-violent de la composante antinéo-libéral radical de la Table de convergence, renforcé par l'intransigeance consensuelle des libertaires, après avoir produit une désolante rupture de quelques mois, empêche toujours une pleine collaboration politique. Heureusement, des pressions de l'extérieur du Québec ont finalement amené une collaboration au moins pour la logistique.

Ce manque d'unité au sein de la composante anticapitaliste et antinéo-libéral radical a handicapé la mobilisation contre la ZLÉA sur des bases anticapitalistes et radicales. C'est à peine si cette composante commence à réaliser l'importance d'une plate-forme alternative sur la base du « *Non à la ZLÉA* » et l'importance de construire son unité, en intégrant pleinement les libertaires s'ils le veulent, afin d'avoir les outils et la crédibilité nécessaire pour influencer le mouvement social dont la plupart des directions appliquent l'orientation réformiste du RQIC. Trop de temps fut perdu dans des d'inutiles chicanes et à faire des manifestes radicaux qui ne mobilisent que ceux et celles qui sont gagnés d'avance.

### **Mobilisation de masse ou radicalisme élitiste ?**

Le RQIC, avec son bras mobilisateur SalAMI, en a profité pour renforcer sa campagne sur la publication des documents. Pour masquer l'extrême faiblesse de cette revendication SalAMI met l'emphase sur la désobéissance civile élitiste. Cela permet à la fois d'apparaître comme radical et de ne pas se soucier de la mobilisation de masse. C'est exactement ce que souhaite la direction du RQIC.

On peut d'ailleurs se demander si ce type d'action minoritaire, même radicalement non-violent, parce qu'il est susceptible d'attirer la répression étant donné les petits nombres de personnes impliquées, ne joue pas le jeu de la politique de la peur des organisateurs du Sommet des Amériques afin de

dissuader les gens de se mobiliser. Évidemment, ces mêmes organisateurs pourraient tout aussi laisser faire la désobéissance civile à la SalAMI, quitte à en subir des inconvénients mineurs, ou bien parce que la revendication molle de SalAMI fait leur affaire ou bien pour montrer leur tolérance justifiant par avance la répression contre les supposés violents qui seront à Québec. Il est en effet très probable que la diversité antinéo-libérale recèle quelques éléments qui cherchent la confrontation mais rien pour justifier ni le mur de la honte, ni le vidage d'Orsainville ni les matraquages à la G-20.

Pour faire le poids, il manque à la composante anticapitaliste d'abord une plateforme de mobilisation nationale qui toutefois commence à prendre forme dans les coalitions régionales et même au sein d'Alternatives, l'ONG organisatrice du Sommet des peuples au nom du RQIC. La liaison organique entre les coalitions régionales, la gauche syndicale et populaire, possiblement l'Organisation de la Marche mondiale des femmes, est lente à se concrétiser programmatiquement et en terme de plan d'action. Comment apparaître ensemble dans le *Périmètre de la solidarité* et particulièrement le 21 avril ? Sauf pour les libertaires, qui privilégie le rayonnement hors Québec à l'enracinement dans le mouvement social du Québec, les anticapitalistes tardent à faire des liens dans les Amériques. Mais là aussi le rattrapage se fait tout surtout en direction du Canada anglais.

*Marc Bonhomme, 12 mars 2001*